



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
12 novembre 2007
Français
Original : anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Quarantième session

14 janvier-1^{er} février 2008

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

Moyens d'accélérer les travaux du Comité

**Moyens d'accélérer les travaux du Comité
pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

Note du Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	2
II. Évolution du système de protection des droits de l'homme.	2–9	2
A. Conseil des droits de l'homme.	2–3	2
B. Assemblée générale	4–7	3
C. Sixième réunion officieuses du Comité.	8	3
D. Transfert des services de secrétariat du Comité au Haut-Commissariat aux droits de l'homme	9	4
III. Rapports dont le Comité sera saisi à ses prochaines sessions	10–15	4
IV. Activités du Secrétariat à l'appui de la mise en œuvre de la Convention.	16–20	6
V. Autres questions	21	7
Annexes		
I. États n'ayant pas ratifié la Convention ou n'y ayant pas adhéré.		8
II. États parties dont les rapports ont été présentés mais n'avaient pas encore été examinés par le Comité au 12 novembre 2007		9
III. Accords conclus et questions débattues lors de la sixième réunion officieuse du Comité		11

* CEDAW/C/2008/I/1.



I. Introduction

1. Le présent rapport vise à tenir le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes informé des événements récents l'intéressant plus particulièrement. La section II, consacrée au système de protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, récapitule les travaux du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale dans ce domaine. La même section présente des informations se rapportant à la sixième réunion officielle du Comité et au transfert des services de secrétariat du Comité au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. La section III fournit des renseignements sur les rapports dont le Comité sera saisi à ses prochaines sessions. La section IV résume les activités menées par le Secrétariat pour promouvoir la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Protocole facultatif s'y rapportant. La section V traite de diverses autres questions.

II. Évolution du système de protection des droits de l'homme

A. Conseil des droits de l'homme

2. À sa cinquième session, qui s'est tenue du 11 au 18 juin 2007, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 5/1 intitulée « Renforcement des institutions du Conseil des droits de l'homme ». Cette résolution présente l'ordonnance du nouveau dispositif institutionnel du Conseil, qui inclut le mécanisme d'examen périodique universel, les procédures spéciales, le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme et la procédure d'examen de plaintes. Elle présente également un ordre du jour et le cadre d'un programme de travail et arrête le règlement intérieur du Conseil. Dans sa résolution 5/2, le Conseil des droits de l'homme a adopté un code de conduite pour les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales.

3. Au cours de la première partie de sa sixième session, qui s'est tenue du 10 au 28 septembre 2007, le Conseil a adopté des directives générales pour la préparation des informations au titre du mécanisme d'examen périodique universel, des critères techniques et objectifs de qualification des candidats pouvant prétendre aux fonctions de titulaire de mandat et des critères techniques et objectifs de présentation des candidatures au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (décision 6/102). Dans sa résolution 6/17, le Conseil a prié le Secrétaire général de mettre en place un fonds de contributions volontaires pour l'examen périodique universel afin de permettre aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, de participer au mécanisme. Il a également prié le Secrétaire général de mettre en place un nouveau mécanisme financier, appelé fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique et administré conjointement avec le fonds de contributions volontaires pour l'examen périodique universel, qui permettra d'aider les pays à appliquer les recommandations découlant de l'examen périodique universel, en consultation avec le pays concerné et avec son consentement. La deuxième partie de la sixième session doit se tenir du 10 au 14 décembre 2007. Le Conseil des droits de l'homme a dressé la liste des pays qui seront soumis à l'examen périodique universel au cours des quatre prochaines

années (2008 à 2011). Les 20 et 21 septembre 2007, le Conseil a organisé un débat d'experts sur l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans son programme de travail.

B. Assemblée générale

4. La Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a pris la parole devant la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale en 2007 au titre du point intitulé « Promotion de la femme ». Le texte de sa déclaration a été envoyé par voie électronique aux experts et sera également mis à la disposition des membres du Comité à l'occasion de la quarantième session.

5. La Troisième Commission a recommandé l'adoption par l'Assemblée générale d'un projet de résolution sur l'intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes (A/C.3/62/L.15/Rev.1). Aux termes de cette résolution, l'Assemblée se féliciterait en particulier que le Secrétaire général ait décidé de conduire une campagne pluriannuelle à l'échelle du système pour éliminer la violence à l'égard des femmes. Elle demanderait à la communauté internationale de soutenir les efforts déployés par les pays pour encourager l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes, et, ce faisant, pour éliminer la violence à l'égard des femmes et inviterait aussi toutes les entités des Nations Unies à redoubler d'efforts à tous les niveaux pour éliminer la violence à l'égard des femmes et à mieux coordonner leurs travaux. L'Assemblée prierait le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour mettre au point et proposer un ensemble d'indicateurs possibles de la violence à l'égard des femmes.

6. Au moment de l'établissement du présent rapport, les négociations se poursuivaient à la Troisième Commission sur plusieurs autres résolutions intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dont une résolution relative à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que sur la demande du Comité tendant à ce que l'Assemblée approuve la prolongation de son temps de réunion (voir décisions 39/I et 39/II du Comité).

7. Aux termes du projet de résolution sur la violence à l'égard des travailleuses migrantes (A/C.3/62/L.14), l'Assemblée encouragerait le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à se hâter de mettre la dernière main à une recommandation générale au sujet des travailleuses migrantes. Un projet de résolution sur le viol et d'autres formes de violence sexuelle, sous toutes leurs manifestations, a été présenté (A/C.3/62/L.16).

C. Sixième réunion officieuse du Comité

8. Le Comité a tenu sa sixième réunion officieuse du 24 au 26 octobre 2007 à Genève, à l'invitation du Gouvernement suisse. Les membres du Groupe de travail sur les communications présentées en application du Protocole facultatif ont également participé le 23 octobre à une session d'orientation. Le Comité a achevé une première lecture du projet de directives propres aux différents instruments sur l'établissement de rapports au titre de la Convention, a examiné ses relations avec les organismes nationaux de défense des droits de l'homme et a débattu des moyens de faciliter l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les activités du

Conseil des droits de l'homme. Les accords conclus lors de cette réunion figurent à l'annexe III du présent rapport. Sur l'invitation du Gouvernement suisse, deux fonctionnaires de la Division ont participé à cette session de travail officielle.

D. Transfert des services de secrétariat du Comité au Haut-Commissariat aux droits de l'homme

9. La Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU s'est mise en rapport avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour faire en sorte que le transfert des services de secrétariat de la Division au HCDH se fasse sans heurts à compter du 1^{er} janvier 2008. À la mi-octobre, la Division a présenté au HCDH une note de transition détaillée dans laquelle elle l'informait de l'organisation des tâches concernées; faisait le point de la situation dans tous les domaines d'activité concernés; donnait toutes les informations générales nécessaires concernant les services de secrétariat à fournir au Comité et résumait les points appelant une décision de la Division et du HCDH. Cette note sera mise à jour avant la fin de l'année si des informations complémentaires pertinentes sont disponibles d'ici là. Une deuxième note sur la documentation à transférer de la Division au HCDH, y compris le manuel des procédures internes de la Division relatives aux services de secrétariat à fournir au Comité, a également été communiquée au HCDH. Tous les documents devraient être expédiés au HCDH au cours du mois de novembre 2007.

III. Rapports dont le Comité sera saisi à ses prochaines sessions

10. Tous les États parties invités par le Comité à présenter leur rapport à la quarantième session seront en mesure de le faire.

11. Les États parties suivants devraient présenter leur rapport à la quarante et unième session du Comité (qui se tiendra du 30 juin au 18 juillet 2008) : Finlande (cinquième rapport périodique); Islande (cinquième rapport périodique); Lituanie (troisième rapport périodique); Nigéria (sixième rapport périodique); République-Unie de Tanzanie (rapport unique valant quatrième, cinquième et sixième rapports périodiques); Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (cinquième et sixième rapports périodiques), Slovaquie (rapport unique valant deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques) et Yémen (sixième rapport périodique). La Finlande, l'Islande et la Lituanie ont indiqué qu'elles présenteraient leur prochain rapport périodique au cours de l'automne 2007 et ont formulé le vœu que leur rapport déjà disponible soit examiné en même temps que leur prochain rapport. Le groupe de travail présession des quarantième et quarante et unième sessions a donc accepté d'arrêter les listes des questions concernant ces trois États parties pendant l'intersession, après avoir reçu leurs rapports respectifs. Au moment de l'établissement du présent rapport, la Finlande avait présenté son sixième rapport périodique.

12. Les États parties suivants ont été invités à présenter leur rapport à la quarante-deuxième session (qui se tiendra du 20 octobre au 7 novembre 2008) : Belgique (rapport unique valant cinquième et sixième rapports périodiques); Cameroun (rapport unique valant deuxième et troisième rapports périodiques); Canada (rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques), El Salvador (septième

rapport périodique), Équateur (rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques); Kirghizistan (troisième rapport périodique); Mongolie (rapport unique valant cinquième, sixième et septième rapports périodiques); Myanmar (rapport unique valant deuxième et troisième rapports périodiques); Portugal (sixième rapport périodique), Slovénie (quatrième rapport périodique) et Uruguay (rapport unique valant quatrième, cinquième, sixième et septième rapports périodiques). Au 2 novembre, les États parties suivants avaient confirmé par écrit qu'ils étaient prêts à présenter leur rapport au cours de cette session : Belgique, El Salvador, Équateur, Kirghizistan, Slovénie et Uruguay. Il est prévu que le Comité se réunisse en chambres parallèles lors de sa quarante-deuxième session, sous réserve que l'Assemblée générale approuve cet arrangement à sa soixante-deuxième session. Si tel est le cas, la pratique du Comité donne à penser que 15 États parties seraient retenus (14 rapports périodiques et 1 rapport initial – ce dernier étant examiné en plénière). Le Comité pourra souhaiter ajouter à la liste qui précède certains des rapports reçus depuis la clôture de la trente-neuvième session (voir annexe II).

13. Le Comité a continué d'encourager les États parties dont il attend depuis longtemps le rapport initial à présenter ce rapport avant une certaine date. Au total, le Comité a prié 12 États parties de présenter leur rapport initial dans un délai précis, afin qu'il puisse l'examiner à une date fixée à l'avance, comme suit :

- Dominique, Guinée-Bissau, Haïti et Libéria : mars 2008, pour examen début 2009;
- Bahamas, Grenade, République centrafricaine et Seychelles : fin 2008, pour examen début 2010;
- Comores, Lesotho, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tchad : juillet 2009, pour examen au second semestre de 2010.

Le Comité a fait savoir qu'en dernier ressort, si ces rapports n'étaient pas reçus dans les délais proposés, il se passerait de rapport pour examiner l'application de la Convention dans ces États parties. Des lettres ont été adressées à ces États parties par la Division et/ou la Présidente. La Division a également écrit aux coordonnateurs résidents des pays concernés pour les encourager à offrir toute l'aide possible.

14. Sur la base des décisions prises par le Comité, la Présidente a écrit au Représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne pour lui demander de lui communiquer, avant le 15 décembre 2007, des informations actualisées sur la présentation du prochain rapport périodique de cet État partie. Conformément aux observations finales du Comité sur la Serbie (CEDAW/C/SCG/CO/1, par. 7), la Division a écrit au chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo pour appeler son attention sur la demande du Comité tendant à ce que la Mission présente d'ici au 1^{er} juin 2008, un rapport sur l'application de la Convention au Kosovo-Metohija depuis 1999.

15. L'attention du Comité est appelée sur l'annexe II du présent rapport, où sont récapitulés les rapports disponibles et, le cas échéant, les dates auxquelles ils ont été examinés.

IV. Activités du Secrétariat à l'appui de la mise en œuvre de la Convention

16. La Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité des sexes et la promotion de la femme et la Directrice de la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU ont continué d'encourager tous les États à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à accepter son protocole facultatif et à adopter l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention. Ces questions sont régulièrement évoquées par la Conseillère spéciale et par la Directrice et les fonctionnaires de la Division lors des réunions tenues avec des représentants des États Membres, des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile ou des séances d'information organisées à leur intention ou encore dans le cadre d'ateliers de formation et d'autres activités organisées au niveau local.

17. Le programme de coopération technique mené par la Division dans les pays qui sortent d'un conflit s'est poursuivi avec la tenue à Monrovia, du 18 au 22 juin 2007, d'un atelier axé sur l'établissement de rapports au titre de la Convention. Y ont participé des fonctionnaires du Ministère de l'égalité des sexes et du développement et plusieurs ministères d'exécution appelés à participer directement à l'établissement du rapport. Deux experts du Comité ont fait office de spécialistes-conseils et d'animateurs lors de l'atelier. À la demande du Ministère de l'égalité des sexes et du développement et en s'inspirant des débats tenus lors des ateliers précédents, un cadre a été établi pour l'élaboration du rapport et des délais précis ont été fixés pour sa mise au point définitive. La Division prévoit qu'un autre atelier aura lieu au Libéria en novembre 2007 pour examiner une première version du rapport et en identifier les éventuelles lacunes ou faiblesses.

18. En coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Division a organisé du 17 au 19 octobre 2007 à Amman un atelier sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'intention de juges et de membres du parlement. Les participants, venus de 10 pays, ont étudié les occasions qui s'offrent à eux, et la responsabilité qui leur incombe, d'interpréter les lois et de les réformer dans le sens de la Convention. À l'issue de l'atelier, les participants ont adopté une série de recommandations visant à promouvoir l'application de la Convention dans la région. Un expert du Comité a fait office de facilitateur et de spécialiste-conseil.

19. La Division a collaboré avec l'Union interparlementaire (UIP) pour organiser le 11 octobre une journée d'information sur la Convention à l'intention des parlementaires qui assistaient à la session annuelle de l'UIP à Genève. Un expert du Comité a fait office de spécialiste-conseil. En septembre et octobre 2007, à l'invitation du Gouvernement mexicain, un fonctionnaire de la Division a participé au Mexique à deux ateliers d'une série d'ateliers internationaux consacrés aux instruments internationaux traitant des droits des femmes, des personnes handicapées et de la violence sexiste.

20. Deux fonctionnaires de la Division participeront à un atelier régional sur le suivi des observations finales du Comité qui se tiendra à Port-Vila du 19 au 21 novembre 2007. Cet atelier, organisé par le HCDH, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, réunira des représentants de

plusieurs pays de la région. La Présidente du Comité devrait faire office de spécialiste-conseil et de facilitateur à l'occasion de cet atelier. Le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a prié la Division d'appuyer l'organisation d'un atelier ayant pour objet d'accélérer l'établissement du rapport unique de cet État partie valant quatrième et cinquième rapports périodiques. Cet atelier doit se tenir les 10 et 11 décembre 2008.

V. Autres questions

21. Conformément à la décision 34/I (2006) du Comité, les comptes rendus analytiques de la dix-huitième à la trente-neuvième session ont été affichés, dans les langues disponibles, sur le site Web de la Division de la promotion de la femme.

Annexe I

États n'ayant pas ratifié la Convention ou n'y ayant pas adhéré

Afrique

Somalie

Soudan

Asie et Pacifique

Iran (République islamique d')

Nauru

Palaos

Qatar

Tonga

Europe occidentale et autres États

États-Unis d'Amérique

Saint-Siège

Annexe II

États parties dont les rapports avaient été présentés, mais n'avaient pas encore été examinés par le Comité au 12 novembre 2007¹

Rapports initiaux

<i>État partie (rapport)</i>	<i>Date à laquelle le rapport devait être présenté</i>	<i>Date de réception du rapport</i>
Bahreïn (1 et 2)	18 juillet	4 octobre

Rapports périodiques

<i>État partie (rapport)</i>	<i>Date à laquelle le rapport devait être présenté</i>	<i>Date de réception du rapport</i>	<i>Session à laquelle le rapport précédent a été examiné</i>	<i>Rapport(s) précédent(s)</i>
Allemagne (6)	9 août 2006	19 septembre 2007	2004, 30 ^e session	5
Belgique (5 et 6) ^c	9 août 2002	9 mai 2007	2002, 27 ^e session	3 et 4
Bhoutan (7)	30 septembre 2006	3 août 2007	2004, 30 ^e session	1 à 6
Cameroun (2 et 3) ^{b, c}	22 septembre 1999	28 mars 2007	2000, 23 ^e session	Initial
Canada (6 et 7) ^c	9 janvier 2003	4 mai 2007	2003, 28 ^e session	5
Équateur (6 et 7) ^{b, c}	9 décembre 2002	23 février 2007	2003, 29 ^e session	4 et 5
El Salvador (7) ^{b, c}	18 septembre 2006	15 mars 2007	2003, 28 ^e session	3 et 4, 5, 6
Finlande (5) ^{a, b}	4 octobre 2003	23 février 2004	2001, 24 ^e session	3 et 4
Islande (5) ^{a, b}	18 juillet 2002	14 novembre 2003	2002, 26 ^e session	3 et 4
Israël (4) ^b	2 novembre 2004	1 ^{er} juin 2005	2005, 33 ^e session	3
Kirghizistan ^c	12 mars 2006	27 février 2007	2004, 30 ^e session	2
Jamahiriya arabe libyenne (2) ^b	15 juin 1994	14 décembre 1998	1994, 13 ^e session	Initial et Add.1
Lituanie (3) ^{a, b}	17 février 2003	16 mai 2005	2000, 23 ^e session	Initial, 2
Madagascar (2 à 5)	16 avril 1994	13 août 2007	1994, 13 ^e session	Initial
Mongolie (5 à 7) ^{b, c}	3 septembre 1998	23 mars 2007	2001, 24 ^e session	3 et 4
Myanmar (2 et 3) ^c	21 août 2002	15 juin 2007	2000, 22 ^e session	Initial
Nigéria (6) ^{a, b}	13 juillet 2006	4 octobre 2006	2004, 30 ^e session	4 et 5
Portugal (6) ^{b, c}	3 septembre 2002	15 mai 2006	2002, 26 ^e session	5
République-Unie de Tanzanie (4 à 6) ^{a, b}	19 septembre 1998	8 février 2007	1999, 20 ^e session	2 et 3

¹ Hormis les États parties dont les rapports seront examinés par le Comité à sa quarantième session.

<i>État partie (rapport)</i>	<i>Date à laquelle le rapport devait être présenté</i>	<i>Date de réception du rapport</i>	<i>Session à laquelle le rapport précédent a été examiné</i>	<i>Rapport(s) précédent(s)</i>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (5 et Add.1 et 2) ^{a, b}	7 mai 2003	7 août 2003	1999, 21 ^e session	3 et Add.1 et 2; 4 et Add.1 à 4
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (6 et Add.1 et 2) ^{a, b}	7 mai 2007	2 mai 2007	1999, 21 ^e session	Même rapport
Rwanda (4 à 7)	3 septembre 1994	25 octobre 2007	1993, 12 ^e session	3
Slovaquie (2 à 4) ^{a, b}	27 juin 1998	27 février 2007	1998, 19 ^e session	Initial
Slovénie (4) ^{b, c}	5 août 2005	10 août 2006	2003, 29 ^e session	2 et 3
Uruguay (4 à 7) ^c	8 août 1994	8 juin 2007	2002, 26 ^e session	2 et 3
Yémen (6) ^{a, b}	29 juin 2005	5 décembre 2006	2002, session exceptionnelle	4 et 5

^a Rapport sélectionné pour être examiné à la quarante et unième session du Comité.

^b Rapport traduit, reproduit et publié dans toutes les langues officielles.

^c Rapport sélectionné pour être examiné à la quarante-deuxième session du Comité.

Annexe III

Accords conclus et questions débattues lors de la sixième réunion officielle du Comité

Révision des principes directeurs de la CEDAW concernant l'établissement de rapports

1. La réunion officielle a procédé à une première lecture du projet de directives de la CEDAW concernant l'établissement de rapports établi par la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU sous la direction d'un groupe de travail dirigé par M^{me} Schöpp-Schilling. Au cours de la réunion, il a été décidé de créer un autre petit groupe de travail pour mettre la dernière main au projet de directives en vue de son adoption lors de la session de janvier 2008 du Comité. Le groupe de travail se composerait de M^{mes} Šimonović, Patten, Belmihoub-Zerdani et Schöpp-Schilling. Il a été convenu que le Secrétariat distribuerait le projet actuel à tous les membres du Comité, en fixant un délai de deux semaines pour la communication d'observations. Ensuite, le groupe de travail réviserait et arrêterait le projet de directives qu'il transmettrait au Secrétariat le 15 décembre 2007 au plus tard pour traduction.

Suivi des observations finales

2. La réunion officielle a évoqué la possibilité d'organiser des ateliers régionaux ou sous-régionaux pour donner suite aux observations finales du Comité et a prié le HCDH de rechercher des sources possibles de financement à cet effet.

Relations avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme

3. La réunion officielle a admis qu'il convenait a) de mettre davantage en relief le rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme dans les travaux du Comité et de ses sessions; b) d'accorder une plus grande place aux institutions nationales de défense des droits de l'homme dans le programme de travail du Comité; c) de continuer de consacrer du temps aux institutions nationales de défense des droits de l'homme, notamment dans les groupes de travail présessions et d) de préparer une brève déclaration qui serait adoptée à la quarantième session et qui pourrait servir de préliminaire à une éventuelle recommandation générale adoptée ultérieurement. La réunion a prié le Groupe des institutions nationales du HCDH d'enquêter sur la nature et le mandat des institutions nationales de défense des droits de l'homme en ce qui concerne les femmes et la parité. M^{me} Shin a été chargée de présenter au Comité un projet de déclaration sur lequel il puisse commencer à travailler.

Recommandation générale sur l'article 2

4. La réunion officielle a réaffirmé que pour élaborer sa recommandation générale sur l'article 2, le Groupe de travail devrait suivre la procédure arrêtée précédemment par le Comité pour la formulation des recommandations générales². M. Flinterman a été prié d'établir le document initial. Le Secrétariat a été prié d'organiser, dans le courant de l'année 2008, une réunion officielle du Groupe de travail chargé d'établir la recommandation générale.

Questions concernant le transfert des services de secrétariat du Comité**Relations avec les ONG**

5. La réunion officielle a prié le Secrétariat d'assurer les réunions d'information habituelles des ONG en ce qui concerne les pays dont les rapports seraient examinés par le Comité à sa quarantième session. Le Secrétariat a également été prié d'organiser une autre réunion avec les ONG le premier jour de la session, à l'heure du déjeuner, pour débattre des relations entre le Comité et les ONG, à la suite du transfert des services de secrétariat du Comité.

Bases de données

6. La réunion officielle a évoqué la question des bases de données sur les organes créés en vertu d'instruments internationaux et est convenue que tous les éléments de la base de données de la Division de la promotion de la femme se rapportant au Comité devraient être transférés dans les bases de données du HCDH, à savoir la base de données sur les pétitions (décisions et constatations adoptées par le Comité au titre du protocole facultatif) et la base de données sur les organes créés en vertu d'instruments internationaux. Il conviendrait également d'étudier les moyens d'intégrer les décisions et constatations du Comité dans l'Index universel des droits de l'homme qui donne accès aux documents des Nations Unies.

Relations avec le Conseil des droits de l'homme

7. La réunion officielle a apprécié que les conclusions et recommandations des organes conventionnels constituent désormais l'un des éléments de base du mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et que l'un des documents sur lesquels cet examen s'appuierait soit une compilation, établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, des

² Le Comité a établi à sa dix-septième session (7 au 25 juillet 1997) une procédure pour la formulation de recommandations générales en trois étapes; voir A/52/38/Rev.1, par. 480 a) à c) :

« a) La première étape consisterait en un débat général et un échange de vues au sujet du projet de recommandation générale au cours d'une séance du Comité à participation non limitée. Des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que des organisations non gouvernementales, seraient encouragés à prendre part au débat et à établir, le cas échéant, des documents de base informels;

b) Dans un deuxième temps, un membre du Comité formulerait, avec l'aide du Secrétariat et en se fondant sur les conclusions du débat, un premier projet de recommandation générale. Le Groupe de travail II examinerait ce projet initial à sa session suivante et pourrait inviter des experts et des organisations non gouvernementales à prendre part au débat. Les observations du Groupe de travail II seraient incorporées dans un projet révisé qui serait distribué à tous les experts avant la session suivante;

c) Le projet révisé de recommandation générale serait présenté par le Groupe de travail II à la session suivante, en vue de son examen et de son adoption par le Comité plénier. »

renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, les rapports établis au titre de procédures spéciales, y compris les observations des États intéressés, et d'autres documents officiels des Nations Unies. La réunion officieuse a vivement souhaité que s'établisse une coopération efficace entre la CEDAW, les autres organes conventionnels et le Conseil des droits de l'homme. Elle a également demandé au Conseil d'intégrer la problématique hommes-femmes dans toutes ses activités et notamment dans son examen périodique universel.

Autres questions

8. Il a été convenu à l'issue de la réunion officieuse que le Comité collaborerait étroitement avec le Groupe des droits fondamentaux des femmes et de l'égalité des sexes du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.
